

Synthèse de présentation actualisation de l'annexe 6 du RI de la FFCK Daniel KOEHLIN au CF du 11 juin 2016

HISTORIQUE

1) Nouveau Code Mondial antidopage le 1^{er} janvier 2015.

2) Ordonnance relative « aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage » du 30 septembre 2015-1207 publiée au JORF du 1^{er} octobre 2015 :

Article 2 :

« Sont considérées comme des violations des règles antidopage :

2.1 Présence d'une *substance interdite*, de ses *métabolites* ou de ses *marqueurs* dans un échantillon fourni par un sportif

2.2 *Usage ou tentative d'usage* par un sportif d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* peut être établi par d'autres moyens (que 2.1) fiables tels que des aveux du sportif, les déclarations de témoins, une preuve documentaire, les conclusions tirées du suivi longitudinal, y compris les données recueillies dans le cadre du Passeport biologique de l'athlète, ou d'autres données analytiques qui ne satisfont pas autrement à toutes les exigences imposées pour l'établissement de la « présence » d'une substance interdite aux termes de l'article 2.1 »

Ce qui veut dire que la notion de procédure anti dopage ne repose pas uniquement sur une analyse biologique sanguine ou urinaire.

En référence à l'article 2 du nouveau Code mondial anti dopage 2015 « toute combinaison de 3 CAD manqués et / ou manquements à l'obligation de transmission sur la localisation pendant 12 mois (au lieu de 18 mois) peut être à l'origine (pour les sportifs concernés) d'une procédure de dopage positif.

Article 4 et 5:

Clarifie la notion d'aide substantielle à la découverte d'une infraction et de complicité de dopage.

C'est à dire la dénonciation de faits de dopage dans le cadre d'une procédure peut diminuer la peine prononcée.

Article 6-10 :

Les fédérations nationales doivent coopérer avec les fédérations internationales et les organismes nationaux et internationaux de lutte contre le dopage : la coopération internationale est accrue.

C'est à dire que la FFCK a obligation de signaler à l'AFLD ou à la FIC tout manquement aux dispositions relatives à la lutte contre le dopage dont elle aurait connaissance.

Article 8 :

Obligation est faite à l'AFLD de reconnaître des AUT des sportifs délivrées ou validées par des organisations responsables de grandes manifestations internationales (comme la FIC , le CIO) et bien sur l'AMA.

Article 9 :

« Les sportifs et les autres personnes sont tenus de ne pas travailler avec des entraîneurs, des soigneurs, des médecins ou tout autre membre du personnel d'encadrement du sportif qui sont suspendus pour violation des règles antidopage ou qui ont été condamnés pénalement ou ont subi une sanction disciplinaire professionnelle en lien avec le dopage. L'association interdite comprend par exemple le fait d'obtenir des conseils pour l'entraînement, la stratégie, la technique, l'alimentation ou sur le plan médical; le fait d'obtenir une thérapie, un traitement ou des ordonnances »

Ce qui veut dire que tout sportif a l'interdiction de recourir aux conseils ou services d'une personne qui a fait l'objet d'une sanction suite au non respect du code du sport en matière de dopage.

Articles 11-12-13-15 : Clarifications relatives aux conditions contrôles antidopage :

- ceux ci peuvent avoir lieu de **6H à 23 heures** (au lieu de 21h)
- ceux ci sont possibles **en tous lieux y compris au domicile** (sans accord préalable du sportif)
- ceux si sont **possibles la nuit de 23H à 6 heures sous certaines conditions** :
 - sportifs soumis à localisation
 - sportifs groupe cible de la FI (FIC)
 - sportifs qui participent à une compétition internationale
 - en cas de forte suspicion de risque de dopage
 - avec consentement écrit du sportif (si refus procédure judiciaire possible)
- ceux ci **peuvent être diligentés par AFLD** au cours de manifestations internationales

Article 20 :

Confirme bien les conséquences des peines promulguées qui **empêchent la personne sanctionnée de participer à des entraînements, compétitions mais aussi à l'encadrement sportif de toute nature.**

Article 22 et suivants :

Obligation est faite de **rendre publique par AFLD nominativement les sanctions pour dopage sauf pour les mineurs et donc gardées confidentielles de façon exceptionnelle.**

Établissement d'une **nouvelle échelle des sanctions dont le maximum passe de 2 à 4 ans.** La cotation des suspensions, sanctions et peines est définie selon les conditions du CAD positif et en particulier du degré de la faute du sportif ou de son entourage.

Réduction sensible des peines (jusqu'à 75 à 100%) en cas d'aide substantielle avec dénonciation de faits de dopage par les « repentis ».

Il est bien confirmé que l'entourage des sportifs est particulièrement visé :

Les personnes impliquées dans le dopage des sportifs doivent faire l'objet de sanctions plus sévères que celles imposées aux sportifs dont les tests s'avèrent contrôlés positifs (et n'excluent pas celles éventuelles appliquées aux trafiquant de substances illicites.

Le délai de prescription passe de 8 à 10 ans.

Ce qui veut dire que les échantillons pourront être conservés pendant 10 ans.

3) Au total l'actualisation de l'annexe 6 fédérale s'adapte à l'ordonnance du 30 septembre 2015 qui s'adaptait-elle même à l'évolution du Code mondial antidopage du premier janvier 2015.

Il est tout de même à noter que la France est ainsi considérée comme « le bon élève » sur le plan international de la lutte anti-dopage, voire à la pointe de celle-ci.